



## La « patronne des instits » parle : « Il y a un problème Blanquer, c'est une évidence »

La porte-parole du puissant SNUipp, Francette Popineau, quitte ses fonctions ces jours-ci. Elle se livre, pour « l'Obs », à un bilan du mandat de Jean-Michel Blanquer et revient sur l'état de l'école républicaine. Son regard singulier, tant sur le ministère que... sur ses propres troupes, nous manque déjà. Francette Popineau, la porte-parole du SNUipp, le principal syndicat du primaire, rend son tablier avec deux ans d'avance pour retrouver le terrain – en l'occurrence, une direction d'école dans la banlieue populaire de Poitiers. Pour « l'Obs », elle fait le bilan de ses quatre années parisiennes et de ses relations de plus en plus houleuses avec le locataire de la rue de Grenelle. Qu'elle juge « totalement désavoué ».

Vous quittez vos fonctions plus tôt que prévu. Vous ne verrez donc pas la fin du mandat de Jean-Michel Blanquer. Dans quel état d'esprit partez-vous ?

Je suis un peu partagée. A mon âge quasi canonique, je ressentais la nécessité de passer la main et de retrouver une dernière fois le terrain. Ce va-et-vient entre notre travail d'enseignant et l'exercice de responsabilités nationales fait partie de la tradition de notre syndicat, il est à mes yeux très vertueux, et peut-être serait-il bon d'ailleurs que nos dirigeants eux aussi s'y astreignent... Ce qui m'inquiète davantage, c'est la santé de l'école. Emmanuel Macron nous a assuré, ce 14 juillet, que l'éducation restait sa toute première priorité. Mais le maintien de Jean-Michel Blanquer [aux fonctions de ministre de l'Éducation nationale] est quand même un mauvais signal. On maintient quelqu'un de totalement désavoué qui, à chacune de ses sorties, cripe un peu plus la profession. Soit il le fait exprès, et la volonté de rétablir la confiance dont se prévaut le président est une vaste blague. Soit il ne s'en rend pas compte, et c'est tout aussi grave.

Le malaise des enseignants et leur défiance vis-à-vis de l'institution existaient largement avant son arrivée rue de Grenelle...

Il y a un problème Blanquer, c'est désormais une évidence. Sa personnalité est vraiment créatrice de tensions. Et le Covid n'a rien arrangé. On a vu l'impréparation, la précipitation, à la limite de l'amateurisme. Il n'en a pas été seul responsable. Le président, avec ses annonces intempestives, ne lui a pas facilité la vie. Mais il est le seul responsable d'avoir fait croire que ça s'était bien passé. Sa communication, plus largement, est déplorable. Qu'il s'agisse de sa manie de faire passer les consignes par médias interposés, sans jamais s'adresser aux enseignants, ou de son discours constant sur la « confiance » qu'il semble prendre un malin plaisir à invalider. On le voit depuis trois ans avec la multiplication des prescriptions pédagogiques – plan maths, plan lecture... – qui infantilise totalement les enseignants. Et on l'a vu encore de manière criante avec la vague de « profs bashing » qui s'est emparée des médias à la fin de l'année scolaire. Au lieu de prendre clairement la défense des personnels, il a distillé des chiffres flous et interprétables – les fameux 50 % de profs absents à la reprise. Ça, politiquement, c'est vraiment mauvais. Et je crains que sa capacité d'entraînement auprès des enseignants soit définitivement compromise.

Les choses auraient-elles pu tourner autrement ? Rares sont les ministres de l'Éducation nationale qui ont conservé la confiance de leurs troupes...

Les enseignants sont sûrement un public exigeant, mais, contrairement à ce qu'on en dit souvent, ils sont en attente de réformes. D'ailleurs, à ses débuts, Jean-Michel Blanquer a plutôt bénéficié d'une absence de préjugés, et ce, malgré ses états de service dans des gouvernements de droite. On préférerait retenir ses passages à des postes de recteur en terrain difficile, à Créteil ou en Guyane. Et certaines de ses idées – comme le dédoublement des classes – allaient dans le bon sens. Mais, pour avancer sereinement en matière éducative, il faut chercher l'adhésion des enseignants et non pas imposer un projet fixe et indiscutable.

Il se prévaut pourtant de consulter largement l'ensemble des acteurs de la communauté éducative...

Pour les informer, pas pour les consulter. Jean-Michel Blanquer ne met pas au débat ses

décisions, c'est vraiment ce qui le caractérise. Sous le quinquennat précédent, les ministres prenaient leurs décisions, mais, pour chaque projet de réforme, un document nous était communiqué, on pouvait y faire des amendements, en rediscuter calmement et, dans tous les cas, on n'avait pas des propositions de loi qui court-circuitaient le dialogue social.

Là, il n'y a qu'un seul projet, le sien, qu'il a longuement mûri, qu'il considère le meilleur du monde, et qu'il applique donc avec obstination, bien qu'il soit finalement basé sur très peu de choses : une lecture rapide et partielle de la littérature scientifique associée à quelques intuitions personnelles. Bref, c'est du Blanquéro-Blanquer sur tous les sujets et à toutes les sauces.

Cette ultrapersonnalisation des politiques menées ne fait que renforcer la culture déjà très verticale, sinon autoritaire, de l'Éducation nationale. Quand le ministre parle, les directeurs académiques se mettent au pas, et mettent au pas leurs inspecteurs, qui mettent au pas leurs enseignants. Ou, du moins, essaient de le faire... Car, oui, les enseignants, pour la plupart, refusent de se laisser régenter. Contrairement aux cadres, ils n'ont pas de place à défendre. Leur seule préoccupation, c'est l'intérêt de leurs élèves.

Comment expliquez-vous cette pratique verticale du pouvoir ? Jean-Michel Blanquer, dans ses écrits, se dit pourtant partisan d'une responsabilisation accrue des acteurs de terrain...

C'est toute son ambivalence. Il se paie de mots dans les médias, mais les actes ne suivent pas, voire sont en contradiction avec le propos. A chaque rencontre avec les syndicats, se rejoue la même comédie. Le ministre nous explique que, dans l'intérêt de l'école, nous aurions tout intérêt à parler de la même voix, qu'en fin de compte, nous sommes à 80 % d'accord et qu'il va bien nous expliquer ce qu'on va faire. Ce qui ne manquera pas de nous convaincre... On est à la fois dans une forme de condescendance et d'incapacité à entendre la contradiction.

Un manque d'humilité ?

Cela va plus loin que ça. Il me semble parfois habité. On est en présence d'un prophète de l'éducation. Il a une mission : porter son projet. Et, à partir de là, on ne le discute plus. Or, on ne peut pas faire quelque réforme que ce soit quand on ne prend pas le soin de vérifier que ce que l'on porte et que l'on croit juste correspond bien à une réalité et apporte un plus sur le terrain.

Sur le fond, n'a-t-il pas raison de dire que vous êtes à 80 % d'accord ?

Nous avons a priori un objectif commun qui est la lutte contre les inégalités scolaires. Mais que recouvre la notion d'égalité pour Jean-Michel Blanquer ? C'est ambigu. Il n'y a pas de volonté chez lui de remettre en cause la dimension structurellement élitiste du système scolaire français. C'est plutôt une vision caritative, qui vise à sauver quelques éléments méritants, en assurant un minimum d'égalisation des chances, notamment dans les petites classes.

Par ailleurs, à considérer que nous serions d'accord sur le but, ce qui est certain, c'est que notre vision du chemin pour y arriver diverge. Reprenons l'exemple des classes dédoublées, qui sont la grande mesure sociale de ce ministère, voire de ce gouvernement. C'est une mesure intéressante, elle joue sur la baisse des effectifs, elle devrait permettre une transformation des pratiques enseignantes. Mais, pour ce faire, elle doit être assortie de formations, de moments de collectif où les gens échangent sur leur pédagogie, qu'on voit ce qui marche, ce qui ne marche pas. Pour qu'une politique éducative fonctionne, on ne peut pas actionner un seul levier, on doit être forcément dans des approches systémiques. Et, si vous imposez, comme le ministre, une injonction de « 100 % de réussite », cela ne veut rien dire. Vous ajoutez juste un facteur de stress, puisque vous ne donnez pas les moyens aux enseignants de se conformer à cette injonction.

Il faut bien se fixer des objectifs. Les budgets dégagés pour les dédoublements sont très conséquents...

Mais qu'est-ce qui vous dit que cette politique permet, en soi, d'amener tous les enfants à la maîtrise de la lecture comme on le fait miroiter à l'opinion ? D'abord, l'école ne vit pas hors-sol. Il y a des enfants qui évoluent dans une telle pauvreté sociale et culturelle, sans même parler de maltraitance, qu'il nous faut forcément plus de temps pour les faire avancer dans les apprentissages. Si l'on veut combattre les inégalités scolaires, il faut aussi une politique sociale digne de ce nom, sur la santé, le logement, l'emploi. Être capable de travailler davantage avec les

acteurs sociaux – infirmières, psychologues, orthophonistes, ergonomes – dont on manque cruellement et avoir du temps partagé pour le faire.

Ensuite, même si ce dispositif est intéressant, il ne doit pas être considéré comme un totem. Jean-Michel Blanquer, bien qu'il se revendique d'une politique « basée sur la science », reproduit les mauvaises habitudes de tous ses prédécesseurs. Il confond hypothèses et certitudes. Les classes à douze élèves ne sont qu'une modalité d'action parmi d'autres. Pourquoi ne pas faire des classes à vingt élèves à tous les niveaux au lieu de concentrer l'effort sur les seuls CP et CE1 ? N'aurait-il pas fallu pérenniser le dispositif « Plus de maître que de classe » – moins médiatique mais a priori tout aussi efficace – qui, au lieu de diviser les effectifs en deux, positionnait deux enseignants face aux groupes d'élèves ? Avant de généraliser une mesure, il faut l'expérimenter et regarder objectivement ce qui se passe pour être certain que l'argent public est utilisé à bon escient. Ce n'est pas ce à quoi nous assistons.

A la rentrée, le ministère lancera un grand « plan français ». Les professeurs des écoles seront répartis en petits groupes et iront observer les pratiques des uns et des autres pour s'enrichir mutuellement. Cela va dans votre sens, et pourtant, les critiques fusent déjà sur le terrain. N'êtes-vous pas d'éternels insatisfaits ?

C'est intéressant effectivement. Le plan a déjà été lancé dans certaines académies de manière expérimentale. Certaines équipes ont eu le droit à la messe habituelle – « pour enseigner le français, il faut désormais faire ça, ça et ça ». Mais d'autres se sont vraiment inscrites dans une démarche de co-élaboration avec leur conseiller pédagogique et ont trouvé ça formidable. Si ça se passe en bonne intelligence, de fait, c'est extrêmement formateur. Les gens sont filmés, on regarde ce qui se passe...

Le problème, c'est que ces belles initiatives ont généré un travail énorme pour les conseillers pédagogiques qui n'ont pas été libérés des autres missions qui leur incombent. Par ailleurs, ce plan ne s'est pas vu dégager d'heures de formation et rogne donc sur le temps libre des enseignants, ce qui n'aide pas à le rendre populaire. On retombe toujours sur le même écueil : ce pays ne se donne pas les moyens de former et de rémunérer ses personnels éducatifs à la mesure des responsabilités qu'il leur confère. Cela rend les enseignants insécures. Leur professionnalité est d'autant plus facile à remettre en cause – par les politiques, par l'opinion publique – qu'ils n'ont pas une formation solide et qu'ils sont conscients de leurs besoins.

Les professeurs sont-ils vraiment prêts à se remettre en cause professionnellement ? Dans les enquêtes d'opinion, ils se montrent peu intéressés par le sujet de la formation...

Ça dépend de ce que l'on leur propose. Je fais partie d'une génération où l'on se bousculait pour aller en formation. On revenait en classe avec une seule hâte : tester les nouvelles formes, les nouvelles méthodes auxquelles on avait été initiés. Comment enseigner l'histoire-géographie à partir de documents ? Comment mettre en œuvre efficacement une pédagogie de projet ?

Je ne pense pas que cette appétence ait disparu chez les plus jeunes. D'autant que les enseignants souffrent d'isolement professionnel. Quand on a une difficulté pédagogique, ou pire, quand on a un enfant qui pète un câble et se tape la tête contre les murs tous les jours, on est le plus souvent désespérément seuls.

Le problème, ce n'est donc pas à mes yeux l'envie de formation, mais la qualité des formations produites par l'Education nationale. Non seulement elles ont été réduites à la portion congrue, mais le plus souvent, il s'agit de simples sessions d'information, voire de formatage. Pendant trois heures, un intervenant monologue sur les subtilités de la nouvelle réforme du nouveau ministre. On vous annonce qu'il faut appliquer telle méthode parce qu'elle est formidable. On vous brosse à grands traits les étapes à suivre. Et, ensuite, bye-bye, débrouillez-vous.

Cette situation est dramatique, parce que l'enseignement est un art complexe, en mouvement permanent. Et parce que, il faut bien l'avouer, nos jeunes collègues sont affreusement mal formés. On s'est plaint des écoles normales

[les ancêtres des IUFM, nommés aujourd'hui Instituts nationaux supérieurs du Professorat et de l'Education (Inspé), NDLR], qu'on ne jugeait pas à la hauteur des exigences de l'école moderne.

Mais, aujourd'hui, c'est encore pire. On met des gens sur le terrain qui sont parfaitement diplômés – master d'histoire, master de lettres, master de psychologie – mais n'ont jamais vu d'élèves et n'ont que très peu de notions de pédagogie.

Lors de ces quatre ans comme secrétaire générale, j'ai rencontré beaucoup de collègues et j'ai pu mesurer leurs difficultés. Ce qui pouvait paraître évident aux enseignants il y a trente ans – par exemple, faire manipuler les élèves avec des barrettes, des trombones ou que sais-je, pour leur faire découvrir concrètement la notion de nombre, avant de passer à l'abstraction – ne l'est plus du tout chez les plus jeunes. Mais on ne peut pas leur en vouloir. Ils n'y ont jamais été formés. Ou alors, au pas de course et de manière purement théorique, sans avoir jamais pu mettre l'ouvrage sur le métier. D'où cette tentation de s'appuyer sur des livrets et autres guides où l'enseignant se contente d'administrer mécaniquement des exercices à ses élèves. Ce qui est la négation de notre professionnalité.

La formation initiale n'a pas non plus totalement disparu. Les nouveaux Inspé créés par Jean-Michel Blanquer visent précisément à remuscler la formation des enseignants...

Hélas, ils ne vont rien solutionner. A partir de 2022, le concours va être repoussé en deuxième année de master, soit à la fin de la formation en Inspé. Mais cela ne changera rien au contenu de cette formation. Au mieux, la première année, il y aura quelques enseignements théoriques et disciplinaires et, la deuxième année, les stagiaires seront lâchés sans encadrement dans des classes, tout en bachotant leur concours. Lorsque vous voulez devenir infirmière, ingénieur, conservateur de médiathèque ou de musée, vous passez un concours difficile qui atteste que vous avez le niveau disciplinaire requis, mais ensuite, on vous forme à l'exercice de ce métier en mettant des investissements derrière. Le concours n'est pas une fin en soi. Dans l'Éducation nationale, si.

Que voudriez-vous ? Revenir à une école professionnelle à plein temps, à l'instar des anciennes écoles normales. Ce n'est pas un peu passéiste ?

Cela pourrait tout à fait se faire à l'université. Nous avons d'ailleurs soutenu l'intégration de la formation des enseignants dans un cadre universitaire, par le biais des IUFM. On se disait qu'on allait bénéficier des apports de la recherche. Le problème, c'est que la greffe a très peu pris. Les allers-retours théorie-pratique qui existaient dans les écoles normales ont quasiment disparu. Il devrait pourtant y avoir des prérequis pour pouvoir enseigner à des enfants : avoir une formation initiale solide, être accompagné pendant les premières années d'exercice et ensuite, confronter régulièrement sa pratique aux évolutions de la recherche en sciences de l'éducation. Ne pas rester comme aujourd'hui quinze ans, vingt ans, sans formation. C'est effrayant.

Que faut-il alors ? Des moyens, encore des moyens ? La dépense éducative par habitant en France est pourtant loin d'être ridicule si on la compare à celle de nos voisins...

S'il faut réviser nos lignes budgétaires en vérifiant que nous sommes bien en cohérence avec les priorités qu'on s'est fixées, faisons-le ! Ce que je sais, c'est que la dépense éducative en France ne va ni dans les salaires ni dans la formation des enseignants. La crise du Covid a mis en évidence l'ampleur des inégalités. On ne peut pas en rabattre sur nos ambitions. Il faut investir et réinvestir dans l'éducation.

Propos recueillis par Gurvan Le Guellec

Gurvan Le Guellec